

Stage de 6 mois en appui à la mise en œuvre du projet « Service Public Intercommunal de l'Eau » dans les départements du Mbam-et-Inoubou et de la Lékié, Cameroun.

Lieu de la mission et durée de la mission

La mission est basée dans les départements du Mbam-et-Inoubou (Bafia) et de la Lékié (Monatéfé), au Cameroun. Stage d'une durée de 6 mois à partir du premier trimestre 2025.

Le cadre partenarial

Le Cameroun : En 2021, le Cameroun se plaçait 151^e sur 191 pays dans le classement IDH. C'est un pays à revenu intermédiaire avec une économie basée principalement sur les hydrocarbures et les produits agricoles non transformés (notamment le cacao et le café). La crise de Covid-19 en 2020, et précédemment la crise des matières premières en 2014, ont impacté l'économie camerounaise qui affiche depuis un taux de croissance annuelle entre 3 et 4%.

Les départements du Mbam-et-Inoubou et de la Lékié : ils se situent dans la région du Centre et sont formés chacun de 9 communes. Le Mbam-et-Inoubou a une superficie de 7 125 km² et a comme chef-lieu Bafia. Monatéfé est le chef-lieu du département de la Lékié qui s'étend sur 3 000 km². Ce sont des zones rurales dont l'économie repose majoritairement sur l'agriculture ; ces départements sont notamment les deux plus grands producteurs de cacao du Cameroun.

La mission est proposée dans le cadre des partenariats de **coopération décentralisée existant entre le SDEA** (Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle), **le Sycomi** (Syndicat des communes du Mbam-et-Inoubou) **et le Syncolek** (Syndicat des communes de la Lékié).

Localisation du Mbam-et-Inoubou et de la Lékié au Cameroun.



Le Sycomi assure le service public de l'eau et de l'assainissement pour 150 000 habitants ruraux répartis sur 9 communes, en gérant près de 900 points d'eau dans le Mbam-et-Inoubou. Le Syncolek assure les mêmes fonctions pour les 324 000 habitants des 9 communes de la Lékié, avec environ 800 points d'eau répartis dans le département. Le SDEA opère quant à lui dans 744 communes membres d'Alsace-Moselle, fournissant des services d'eau potable et d'assainissement à près d'un million d'utilisateurs. Ces trois syndicats ont, au fil du temps, tissé des liens forts.

Dès 2006, le SDEA a soutenu la volonté des maires des 9 communes du Mbam-et-Inoubou de créer un service public de l'eau et de l'assainissement en zone rurale. Il a donc contribué, avec plusieurs partenaires dont Gescod, à l'établissement du Sycomi dans le cadre de deux précédents projets cofinancés par l'UE (GEMI 2007-2011 puis SPIIC-EAU 2013-2016). En 2015, les élus de la Lékié ont souhaité reproduire le modèle du Sycomi et le SDEA a alors participé à la structuration du syndicat de ce département, le Syncolek. Plusieurs missions d'élus et de techniciens ont été organisées entre l'Alsace et le Cameroun.

Depuis février 2023, ces trois syndicats mettent en œuvre, avec l'appui de Gescod, le projet « Service Public Intercommunal de l'Eau » (INTERC'Eau) financé par l'Agence française de développement (AFD) grâce à un financement sur guichet Ficol, complété par des fonds de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (AERM) et du SDEA. Le projet cible l'amélioration des conditions d'accès à l'eau dans le Mbam-et-Inoubou et la Lékié, en zone rurale. Il vise à fournir aux élus du Sycomi et du Syncolek les outils permettant de perfectionner les modes de gouvernance en ciblant notamment les conditions de la pérennisation économique de ce modèle de gestion de l'eau, à restaurer les infrastructures d'accès à l'eau, et à former les membres des comités d'utilisateurs pour une participation efficace à la co-gestion du service public.

Gescod (Grand Est solidarités et coopérations pour le développement) est le réseau régional multi-acteurs de la Région Grand Est en France dédié à la coopération et à la solidarité internationales. Son objectif est d'appuyer le développement des actions de solidarité et de coopération internationales des acteurs régionaux dans une logique de dynamique d'échanges, de concertation et de subsidiarité. Dans le cadre de l'appui aux collectivités dans le montage et la mise en œuvre de leur projet de coopération décentralisée, Gescod est présent dans 11 pays dont le Cameroun. Gescod dispose également de l'agrément pour la mobilité de Volontaires de Solidarité Internationale. En savoir plus sur www.gescod.org.

La gouvernance intercommunale de l'eau et de l'assainissement au Cameroun

Le projet « INTERC'Eau » agit sur deux volets interconnectés : le renforcement de la gouvernance intercommunale et l'amélioration de l'accès à l'eau. En effet, c'est en raison des difficultés rencontrées par les habitants ruraux de Mbam-et-Inoubou et de la Lékié pour s'approvisionner en eau que les communes de ces deux départements ont décidé de former des syndicats dédiés à la gestion d'un service public intercommunal de l'eau.

Le secteur de l'eau et de l'assainissement au Cameroun :

Le Cameroun dispose d'importantes ressources en eau, notamment en raison des précipitations annuelles élevées. Cependant, ces ressources sont inégalement réparties dans le pays. D'une part, il existe des disparités conséquentes en termes de ressources sur tout le territoire, en raison de climats différents ou d'exposition plus ou moins élevée aux conséquences du changement climatique. D'autre part, les ressources en eau sont inégalement accessibles en fonction du lieu d'habitation. En milieu urbain, le taux d'accès à l'eau est de 77% (Monitoring Program – OMS/Unicef 2017). Néanmoins, la discontinuité de la fourniture en eau dans les villes entraîne des pratiques (forages ou citernes individuels) qui présentent un risque conséquent pour la qualité de l'eau. En milieu rural, le taux d'accès à un point d'eau chute à 39%, et seulement 18% de la population a accès à un assainissement de base – contre 56% en milieu urbain (Monitoring Program – OMS/Unicef 2017). Si le difficile accès à l'eau et à un assainissement de base au Cameroun s'explique par plusieurs facteurs (intensification des activités agricoles et industrielles, urbanisation non planifiée, croissance démographique rapide, etc.), l'écart entre zone rurale et zone urbaine est surtout dû au processus de décentralisation peu avancé, qui entraîne un manque de moyens pour les communes. Pour améliorer l'accès à l'eau sur l'ensemble du territoire camerounais, le gouvernement a décidé de se doter d'une vision long terme en adoptant un Plan national de gestion intégrée des ressources en eau (Pangire, 2009), cadre de référence pour l'utilisation partagée et raisonnée des ressources en eau.

Depuis la loi 2019-024, les communes disposent de compétences supplémentaires dans le secteur de l'eau, comme celles de coordonner les réseaux urbains de distribution d'eau potable ou d'entreprendre des travaux pour lutter contre l'insalubrité. Toutefois, les collectivités territoriales ne sont pas les seuls acteurs de ce secteur. Le ministère de l'Energie et de l'Eau (MINEE) est chargé de la conception et de la mise en œuvre de la politique de l'Etat camerounais en matière d'alimentation en eau potable et en assainissement. La Cameroun Water Utilities Corporation (CAMWATER) est la société qui se charge, pour le compte de l'Etat, de la gestion des biens et des droits affectés au service public de l'eau potable et des missions d'exploitation du service public de production, de transport et de distribution de l'eau en zone urbaine et périurbaine. Enfin, les intercommunalités de gestion de l'eau et de l'assainissement, à l'instar du Sycomi et du Syncolek tendent à se développer dans d'autres parties du territoire.

La gouvernance intercommunale :

Au Cameroun, la décentralisation a été amorcée avec la révision constitutionnelle de 1996. Par la suite, les lois 2004-017 et 2004-018, puis 2019-024 ont progressivement renforcé ce processus, permettant alors aux communautés urbaines et aux communes de gagner en compétences. C'est ce cadre législatif qui a posé les bases de la création des syndicats de communes. Les deux syndicats des départements du Mbam-et-Inoubou et de la Lékié, malgré de nombreuses difficultés, sont considérés comme des références en gestion intercommunale du service public de l'eau au Cameroun.

La gestion intercommunale présente plusieurs avantages ; elle permet notamment de coordonner plus efficacement l'action publique et donc d'optimiser ses résultats. La pertinence de ce modèle a attiré l'attention du gouvernement camerounais et il est devenu une priorité pour les institutions en charge de la décentralisation. Cette reconnaissance des autorités camerounaises est concrétisée par l'inscription de la gouvernance intercommunale dans la Stratégie nationale de développement à l'horizon 2030.

Néanmoins, ce mode de gestion innovant connaît quelques dysfonctionnements imputables principalement à un modèle économique inadéquat, à un manque de participation citoyenne et à une gouvernance pas toujours consciente des enjeux du syndicat en matière de service public. Cet ensemble de facteurs freine les capacités de déploiement des services du Sycomi et du Syncolek sur le terrain.

Le projet « Service Public Intercommunal de l'Eau » entre le SDEA, le Sycomi et le Syncolek

Présentation succincte du projet

D'une durée de trois ans (2023-2026), le projet « INTERC'Eau » est un projet de développement du secteur de l'eau à l'échelle de deux départements camerounais. Les actions menées sur le terrain sont mises en oeuvre par Gescod, le Sycomi et le Syncolek. Elles visent surtout à permettre aux deux syndicats camerounais de retrouver leurs capacités d'actions et d'accroître leur niveau de performance afin d'améliorer les conditions de vie des populations locales grâce à un accès durable à l'eau.

Les résultats visés sont :

1. Le renforcement des capacités des élus à organiser durablement le service public de l'eau.
2. La participation active des usagers à la gestion et au fonctionnement du service public local de l'eau.
3. L'amélioration de l'accès à l'eau de manière durable pour les 475 000 habitants ruraux des deux départements.
4. Une diffusion du modèle intercommunal à l'échelle nationale grâce à des outils adaptés.

Les missions proposées au volontaire

Sous l'encadrement des collectivités et de Gescod, en concertation avec les différents acteurs du projet, le stagiaire aura pour mission de travailler sur les missions suivantes :

1. Dans le cadre du projet, il est prévu de faire un état des lieux technique et social de chaque infrastructure d'eau potable dans chaque département. Pour ce faire, des inventaires ont été réalisés fin 2023 dans les deux départements en utilisant l'application MWater pour mener les enquêtes. L'interprétation des résultats a permis de qualifier l'état techniques des 1779 points d'eau (933 dans le Mbam et Inoubou et 846 dans la Lékié) et des 58 mini adductions d'eau potable (26 dans le Mbam et Inoubou et 32 dans la Lékié) et d'avoir toute une série d'information sur la gestion de ces points d'eau. Cette base de données a été exploitée pour réaliser un rapport de diagnostic mais son exploitation mérite d'être approfondie avec :
 - a. La production de tableaux de bord directement dans l'application Mwater permettant d'avoir une visualisation rapide de l'état des services d'eau potable dans les deux départements suite aux inventaires initiaux réalisés
 - b. Exploiter l'application au-delà de l'enquête initiale comme un outil de monitoring des services. En définissant la méthodologie adaptée, les agents des deux syndicats de l'eau pourront ainsi renseigner de manière dynamique les interventions sur les points d'eau, remonter les informations sur l'état technique des points d'eau et la gestion des ouvrages en identifiant les indicateurs de suivi adaptés (ex : taux de panne, taux d'impayés...). Une fois la méthodologie stabilisée, un travail de formation des agents des syndicats sera à prévoir
 - c. Les outils ainsi mis en place seront un support pour la définition d'un système de suivi-évaluation de la performance des services d'eau potable. En appui aux équipes locales du projet, le stagiaire participera aux concertations avec les acteurs pour définir les modalités de restitution de mesure de la performance des services.

A priori cette mission s'écoulera sur une période de 6 à 8 semaines.

2. En parallèle du monitoring des services d'eau potable, certains ouvrages existants nécessitent des réhabilitations parfois importantes. Il est attendu que sur un réseau d'eau potable (réseau de maximum 2000 usagers) des études avant travaux soit réalisées comprenant :
 - a. Un avant-projet détaillé technique (APD) comprenant :
 - Une caractérisation de l'état actuel du réseau

- Une identification des ressources disponibles pour l'alimentation en eau des usagers (quantité et qualité)
 - Les relevés topographiques permettant la production des profils en long
 - Un dimensionnement du réseau à réhabiliter / mettre en place (en utilisant si besoin le logiciel Porteau)
 - Un bordereau quantitatif et estimatif des prix
 - Tous les plans des ouvrages à réhabiliter / construire (sous Autocad ou équivalent)
- b. La production d'une étude socio-économique permettant de mieux connaître les usagers (en quantité), d'avoir une vision sur leur pratiques et besoins en eau ainsi que leur volonté et capacité à payer pour accéder à un service de qualité.
- c. La production d'une étude financière comprenant un plan d'affaires permettant d'équilibrer la gestion du service

A priori, le travail sur ce second point durera entre 14 et 16 semaines.

Pour tous ces éléments, l'étudiant français sera en binôme avec un étudiant Camerounais et bénéficiera d'un appui méthodologique et des outils existants au niveau de Gescod.

Les livrables :

- L'interface sous Mwater du monitoring des services
- La note méthodologique pour le fonctionnement et le suivi dans le temps de la mesure de la performance des services
- L'Avant-Projet Détaillé (APD) (technique, socio-économique et financier) du mini réseau qui serait à réhabiliter

Profil de l'étudiant

Formation

- Formation en bac +5 en lien avec l'eau et l'assainissement

Connaissances / aptitudes

- Connaissances en hydraulique
- Manipulation des logiciels de modélisation d'hydraulique en charge (type Porteau)
- Déjà initié à un logiciel de cartographie (Arcgis, Qgis ou Map Info)
- Curiosité, créativité, sérieux et investissement dans le travail
- Capacités d'adaptation au contexte et aux besoins locaux
- Autonomie, capacités organisationnelles, savoir-être force de proposition
- Grandes qualités relationnelles requises : bonne capacité d'expression orale et écrite, d'écoute et d'observation, de prise de recul

Référents opérationnels

Willy-Brice TCHEGHO, chef de projet INTERC'Eau

Philippe NAEGEL, responsable de l'antenne Gescod au Cameroun

François SIMON, Chargé d'appui aux coopérations décentralisées, Gescod France

Au Cameroun, Gescod dispose d'un représentant pays expatrié depuis une vingtaine d'année et d'une équipe mobilisée sur différents partenariats de 6 personnels techniques et administratifs. Les deux syndicats disposent aussi d'équipes opérationnelles, le stagiaire sera intégré au niveau de ces équipes et ne travaillera pas seul dans ses missions.

L'étudiant français sera en binôme avec un élève ingénieur Camerounais et travaillera en binôme sur les missions présentées.

Conditions matérielles

Mission basée à Bafia.

- Billet d'avion + frais de visa + assurances pris en charge par Gescod
- Indemnité légale de stage
- Si besoin de déplacements locaux professionnels, ils sont pris en charge par Gescod

Aspects pratiques

Sécurité :

- La ville de Bafia est une petite ville de 60 000 habitants relativement calme, malgré tout il convient d'être prudent notamment le soir

Météo / climat :

- Régime bi-modal :
 - o Grande saison sèche et chaude de décembre à mars (surtout à Bafia, régulièrement entre 30 et 35 °)
 - o Petite saison des pluies d'avril à juin
 - o Petite saison sèche de juillet à septembre
 - o Grande saison des pluies d'octobre à novembre (en terme de hauteur de précipitations)

Santé :

- Zone possible de paludisme
- Fièvre jaune obligatoire (avoir son carnet de vaccination international avec soi)
- La vaccination contre l'hépatite A et la fièvre typhoïde est recommandée

Modalités de candidature : Les candidatures (CV détaillé + Lettre de motivation) sont à adresser par mail sous l'objet « Stage Cameroun » à recrutement@gescod.org avant le 1^{er} décembre 2024.